

Addictions et accès à l'emploi

Contexte et objectifs du projet d'accompagnement à l'insertion de publics toxicodépendants

Ce projet, inscrit dans le cadre d'un renforcement Equal, a été étayé de différents constats

- ~ une grande partie des publics toxicodépendants inscrits dans le cadre de traitements de substitution sont aujourd'hui en mesure d'intégrer les dispositifs de droit commun et d'accéder à un emploi
- ~ pourtant, certains parmi ces publics, du fait de plus grandes fragilités psychologiques, sociales ou de santé, se maintiennent en situation d'exclusion sociale et sont pour la plupart bénéficiaires du RMI
- ~ les représentations sociales négatives liées aux "toxicomanes", tant celles de l'entreprise, des acteurs de l'insertion que celles de la population en général ne favorisent pas l'insertion de ces publics encore mal stabilisés

Ces constats nous ont conduit à définir deux objectifs

- ~ accompagner les publics les plus en difficulté, par le renforcement d'un dispositif de formation et d'aide à l'insertion (au sein de notre service d'accueil et de soins)
- ~ formaliser un réseau d'acteurs de l'insertion et envisager ensemble la construction de parcours adaptés et différenciés selon les spécificités des publics concernés

L'action conduite nous a permis de privilégier trois aspects

- ~ en 2004, douze stagiaires bénéficiaires du RMI ont été intégrés dans un dispositif de formation-aide à l'insertion mis en place dans le cadre du Programme départemental d'insertion du Val-de-Marne, et en partenariat avec l'association Faire
- ~ un comité de suivi de ce dispositif a été constitué, associant différents centres de soins, services instructeurs du RMI, des représentants du Programme départemental d'insertion (PDI) et du Plan local d'insertion par l'économique (Plie)
- ~ le comité de suivi a activement participé à l'accompagnement, tant individuel que collectif des stagiaires, aux côtés de l'équipe pédagogique

Résultats observés

Parmi les douze stagiaires, trois qui n'avaient jamais fait de bilan médical ont pu être accompagnés vers une prise en charge de leurs problèmes de santé, deux ont pu réaliser des soins dentaires, six en situation précaire de logement ont pu se stabiliser et quatre ont pu élaborer un projet d'insertion par l'engagement d'une formation qualifiante (permis poids lourds, formation en informatique, électricien AFPA) ou l'accès à l'emploi (chauffeur pour personnes à mobilité réduite).

Différents projets individuels sont encore en cours d'élaboration. Un accompagnement est évidemment prévu au delà de l'action de formation.

2004

A partir d'échanges organisés au cours de l'action 2 avec nos partenaires grecs et italiens, fortement engagés dans la mise en place de dispositifs et programmes spécifiques pour l'accès à l'emploi de publics toxicodépendants, nous avons pu encore bien davantage mesurer la nécessité de mobiliser l'opinion publique, dans une perspective de modification des représentations sociales liées aux toxicodépendances.

Ce qui nous a conduit à engager des programmes de sensibilisation en direction des entreprises d'insertion.

Par ailleurs, la Mission de prévention des toxicomanies et la Mairie de Paris se sont associées, par convention, à notre projet.

Nous devons accueillir de nouveaux publics et pourrons engager de nouveaux partenariats avec des entreprises parisiennes renforçant ainsi les possibilités d'expérimentations et d'accès à l'emploi.

{{{Le partenariat de développement}}}

La Mission ville de Créteil, l'Office Municipal de la Culture de Maisons-Alfort et l'Institut national de formation et d'application ont été les partenaires de développement de ce projet que nous n'aurions pu réaliser sans le soutien et la collaboration de la Communauté d'agglomération de la Plaine centrale, de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, de la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports, du Programme départemental d'insertion du Conseil général du Val-de-Marne, des villes de Créteil, Maisons-Alfort, Bonneuil-sur-Marne, Alfortville et Limeil-Brevannes.

Le Centre municipal de santé de Saint-Ouen, l'association 4D de Stains, la Mission prévention des conduites à risques de Seine-Saint-Denis, l'association Trait d'Union 94, le Comité d'éducation pour la santé des Yvelines, le centre Dune de Cergy-Pontoise et la Mission de prévention des toxicomanies de Paris ont permis l'élargissement de l'expérience à d'autres sites d'Île-de-France.

